

Madame la Présidente,

Mesdames et Messieurs,

Lorsque j'ai pris la première fois la parole à cette tribune en 2003, j'avais souligné la nécessité d'une action urgente et sans relâche pour combattre le fléau de la famine et la pauvreté dans le monde.

C'est ce que nous faisons au Brésil. Nous avons combiné la stabilité économique avec une politique d'inclusion sociale. Le niveau de vie des Brésiliens s'est amélioré. L'emploi et les revenus ont augmenté. Le pouvoir d'achat du salaire minimum a augmenté.

Nos ressources sont limitées, mais, même ainsi, nous avons accompli des résultats surprenants.

Le "Salaire Familial", qui est au cœur de notre programme "Zéro Faim", assure un revenu de base à plus de 11 millions de familles brésiliennes. Des gens bien nourris peuvent rehausser leur dignité, améliorer leur santé et leur capacité à apprendre.

Placer des ressources dans des programmes sociaux ne constitue pas une dépense. C'est un investissement.

Si, avec si peu, nous avons fait autant au Brésil, imaginez ce qui aurait été fait à l'échelle mondiale si le combat contre la faim et la pauvreté étaient une réelle priorité pour la communauté internationale.

Là où il y a la faim, il n'y a pas d'espoir. Il n'y a que la désolation et la souffrance. La faim nourrit la violence et le fanatisme. Un monde où les gens meurent de faim ne sera jamais sûr.

La taille immense de la tâche ne nous découragera pas, surtout si nous ne sommes pas seuls.

Tous ici savent que quelques 840 millions d'êtres humains - près d'un sur sept sur la planète - n'ont pas assez à manger.

50 milliards de dollars supplémentaires chaque année sont nécessaires pour atteindre dans les temps les Objectifs de Développement du Millénaire. La communauté internationale peut se le permettre.

Du côté positif, pensez simplement, par exemple, aux centaines de milliards de dollars investis pour faire avancer l'intégration complète des pays européens de l'Est dans l'Union Européenne.

De l'autre côté, pensez aux coûts des guerres et autres conflits. Tous ici savent que la deuxième Guerre du Golfe pourrait avoir coûté, à ce jour, des centaines de milliards. Avec beaucoup moins nous pourrions changer la triste réalité, partagée par beaucoup dans le monde.

Nous pourrions alléger le fardeau de ces populations et les sortir de l'indigence. Nous pourrions sauver des millions de vies.

Même forts comme ils le sont aujourd'hui, les pays riches ne devraient se faire aucune illusion : personne n'est à l'abri dans un monde d'injustice.

La guerre n'amènera jamais la sécurité. Nous ne pouvons qu'engendrer des monstres : l'amertume, l'intolérance, le fondamentalisme et la négation dommageable de l'hégémonie actuelle.

Aux pauvres, il faut leur donner des raisons de vivre, pas de tuer ou de mourir.

La grandeur des peuples ne réside pas dans le bellicisme, mais dans l'humanisme. Et il n'y a aucun humanisme véritable sans le respect de l'autre.

Il y a, en effet, ceux qui sont différents de nous, mais ils ne sont pas moins dignes pour cette raison, pas moins précieux, pas moins autorisés à accéder au droit au bonheur, ce sont des créatures comme nous du même créateur.

Il ne pourra y avoir la sécurité que dans un monde où tous ont le droit au développement économique

et social. Le véritable chemin vers la paix est le développement partagé. Si nous ne voulons pas que la guerre devienne mondiale, la justice doit devenir mondiale.

C'est pourquoi, avec la conviction sereine d'un homme qui a dédié sa vie à combattre pacifiquement pour les droits des travailleurs, je vous le dis : la recherche d'un nouvel ordre mondial, plus juste et plus démocratique, n'est pas seulement dans l'intérêt des pays pauvres ou émergents. C'est aussi, et même plus, dans l'intérêt des pays riches, tant qu'ils ont des yeux pour voir et des oreilles pour entendre, tant qu'ils ne commettent pas l'erreur d'ignorer le cri terrible des exclus.

Madame la Présidente,

Ces dernières années, nous avons connu quelque progrès. Lors de la réunion des dirigeants du monde en 2004, nous avons lancé "l'action contre la pauvreté et la faim". Ensemble, nous avons été capables de remplir un engagement international fort autour de cette question. Nos efforts collectifs ont commencé à porter leurs fruits.

Nous mettons en pratique des mécanismes innovants, tels qu'une "perception de solidarité sur les billets d'avion internationaux".

La faim et les maladies vont de paire. Par conséquent, nous avons entrepris ensemble, avec d'autres gouvernements, la création d'un Service International d'Achat de Médicaments pour combattre le SIDA, la tuberculose et la malaria. Cette initiative apportera de nouvelles sources de financement et facilitera l'accès aux médicaments à des coûts moindres. Nous ne pouvons pas nous défilier de nos devoirs.

Je salue les visionnaires engagés dans cette guerre - la guerre contre la dépréciation des êtres humains et le désespoir. C'est la seule guerre dans laquelle la victoire finale signifiera le triomphe de toute l'humanité.

Madame la Présidente,

La lutte contre la faim et la pauvreté implique aussi la création d'un ordre mondial qui accorde la priorité au développement social et économique. Il n'y aura que des solutions permanentes à l'indigence lorsque les pays les plus pauvres seront capables d'avancer grâce à leurs propres efforts.

Une fois que le commerce international sera libre et juste, ce sera un outil de grande valeur pour générer de la richesse, distribuer des revenus et créer des emplois.

Il est essentiel que nous rompions les entraves du protectionnisme. Les subventions accordées par les pays les plus riches, en particulier dans l'agriculture, sont des chaînes oppressantes qui freinent le progrès et condamnent les pays pauvres à l'arriération.

Je répète continuellement que tandis que le soutien des pays développés à un commerce faussé s'élève à la somme scandaleuse d'un milliard de dollars par jour, 900 millions de personnes - dans les pays pauvres et en développement - doivent se débrouiller avec moins d'un dollar par jour.

Cette situation est politiquement et moralement intenable. La seule chose pire que l'inaction, qui trouve sa source dans l'ignorance, est la négligence qui trouve ses racines dans l'adaptation.

L'ancienne géographie du commerce international doit être profondément refaçonée. Ensemble, avec ses partenaires du G-20, le Brésil est engagé dans cette tâche. La création du G-20 a changé les dynamiques des négociations à l'OMC.

Jusqu'à récemment, les pays en développement ne jouaient qu'un rôle périphérique dans les négociations les plus importantes. Eliminer les barrières qui empêchent les pays pauvres de se développer est le devoir éthique de la communauté internationale. C'est aussi le meilleur moyen d'assurer la prospérité et la sécurité pour tous.

Pour la première fois dans l'histoire du système GATT/OMC, le mot "développement" apparaît dans l'intitulé du Round des négociations commerciales. Mais le Programme de Développement de Doha,

qui décidera de l'avenir du système de commerce international, est à présent en crise.

Si elles réussissent, les négociations de l'OMC aideront à sortir beaucoup de gens de l'extrême pauvreté. Les paysans qui ne peuvent pas faire concurrence aux milliards de dollars de subventions auront enfin une chance de prospérer. Les pays pauvres africains pourront enfin exporter des produits agricoles.

Si le Round échoue, les retombées iront bien au-delà du commerce. La crédibilité du système-même de l'OMC sera compromise, avec des répercussions négatives, à la fois dans les domaines politique et social. Les fléaux, tels que le crime organisé, le trafic de drogue et le terrorisme trouveront un sol fertile pour proliférer.

J'en ai appelé aux dirigeants mondiaux pour qu'ils se montrent à la hauteur de leurs responsabilités. L'importance liée à cette question, lors du dernier Sommet du G-8, n'a pas encore produit de résultats pratiques.

Cette génération a une occasion unique de montrer au monde que les intérêts égoïstes ne prévaudront pas sur le bien commun. L'Histoire ne nous absoudra pas de nos omissions.

Madame la présidente,

Le commerce équitable, fondé sur un consensus fort et une OMC transparente, consciente des besoins des pays en développement, est l'un des piliers de l'ordre du monde que nous soutenons.

Dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales, un autre pilier est l'O.N.U. Le Brésil est un ardent allié des organisations internationales, comme les fora pour la coopération et le dialogue. Aucun moyen n'est plus efficace pour réunir les Etats, pour maintenir la paix, pour protéger les droits de l'homme, pour encourager le développement durable et pour construire des solutions négociées aux problèmes communs.

Les conflits comme celui du Proche-Orient continuent de défier l'autorité des Nations-Unies. La récente crise au Liban a exposé l'Organisation à une érosion dangereuse de sa crédibilité. L'efficacité des Nations-Unies est sérieusement remise en cause. Incapable d'agir lorsque cela est nécessaire, le Conseil de Sécurité est accusé d'être attentiste.

L'opinion publique mondiale est impatiente face à de telles difficultés incompréhensibles.

La mort de civils innocents, dont des femmes et des enfants, nous choque tous.

Au Brésil, des millions de Libanais et d'Israélites vivent de façon harmonieuse et intégrée. C'est pourquoi, l'intérêt du Brésil sur le Proche-Orient résulte d'une réalité profonde et socialement objective dans notre propre pays.

À part les pays directement impliqués, les questions du Proche-Orient ont toujours été traitées exclusivement par les grandes puissances. Jusqu'à présent, elles ne sont arrivées à aucune solution. On pourrait alors se demander : n'est-il pas temps d'appeler à une Conférence générale parrainée par l'O.N.U., avec la participation des pays de cette région et d'autres qui pourraient apporter leur contribution au travers de leur capacité et de l'expérience réussie à vivre pacifiquement avec leurs différences ?

Le Brésil croit en le dialogue. Pour cette raison, nous avons tenu un Sommet des pays Arabes et d'Amérique du Sud en 2005.

Nous avons aussi de bonnes relations avec Israël, dont la naissance en tant qu'Etat s'est produite lorsqu'un Brésilien, Oswaldo Aranha, présidait l'Assemblée Générale.

Les conflits entre les nations ne se résolvent pas seulement avec l'argent et les armes. Les idées, les valeurs et les sentiments ont aussi leur place, en particulier lorsqu'ils se basent sur l'expérience de la réalité.

Madame la Présidente,

Plus que jamais, l'autorité de l'O.N.U. a besoin d'être renforcée.

Nous avons déjà fait des progrès significatifs, avec le processus de réforme administrative et la création à la fois du Conseil aux Droits de l'Homme et la Commission de Construction de la Paix.

Mais la tâche sera laissée irréparablement incomplète sans des changements dans le Conseil de Sécurité, l'organe en charge de superviser les questions de paix.

Aux côtés des pays du G-4, le Brésil soutient que l'extension du Conseil de Sécurité doit envisager l'entrée des pays en développement en tant que membres permanents. Cela en ferait un organe plus démocratique, plus légitime et plus représentatif.

La grande majorité des Etats-membres est d'accord avec ce point de vue et reconnaît l'urgence de cette question. Nous ne pouvons pas nous occuper de nouveaux problèmes en utilisant des structures dépassées. Tôt ou tard, Madame la Présidente, nous devront ouvrir la voie à la démocratisation des organes de décision internationaux.

Ainsi que le Secrétaire-Général l'a dit, nous parcourons le monde en prêchant la démocratie aux autres. Nous devons désormais appliquer la démocratie à nous-mêmes et montrer qu'il y a une représentation effective dans les organes politiques des Nations-Unies.

Madame la Présidente,

L'Amérique du Sud est une priorité pour la politique étrangère du Brésil. Notre région est notre demeure. Nous sommes en train d'étendre le Mercosur et de renforcer la Communauté Sud-Américaine des Nations. L'avenir du Brésil est lié à celui de ses voisins. Une Amérique du Sud forte et unie contribuera à l'intégration de l'Amérique Latine et des Caraïbes.

Nous nous sentons aussi reliés au continent africain par des attaches historiques et culturelles. En tant que deuxième plus importante population noire du monde, nous nous sommes engagés à partager les défis et la destinée de l'Afrique.

Mais les problèmes régionaux ne sont qu'une partie des problèmes mondiaux auxquels nous sommes confrontés.

La lutte contre la faim et la pauvreté, la panne du Round de Doha et l'impasse au Proche-Orient sont des questions interconnectées. Pour s'occuper de ses affaires de façon appropriée, cela requiert la confiance dans les solutions négociées au niveau multilatéral.

En ce moment-même, cette confiance a été ébranlée. Ceci est extrêmement grave.

L'ordre mondial qu'il nous appartient de construire doit se baser sur des critères de justice et de respect de la loi internationale. C'est le seul moyen d'aboutir à la paix, au développement et à une coexistence véritablement démocratique à l'intérieur de la communauté des nations.

Les ressources ne manquent pas. Ce qu'il manque, c'est de la volonté politique de les utiliser lorsqu'elles peuvent faire toute la différence. Là où elles peuvent ensuite transformer le désespoir en joie et en raison de vivre.

Merci.

Luiz Inacio Lula da Silva, devant les Nations unies, le 19 septembre 2006.